

1989/112. Le transfert net de ressources des pays en développement et ses conséquences sur la croissance économique et le développement de ces pays

Le Conseil économique et social,

Profondément préoccupé par les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays en développement, qui compromettent leur potentiel de développement, par la forte diminution du niveau de vie d'un grand nombre d'êtres humains,

Préoccupé par le fait que les difficultés financières dans les pays en développement, y compris les transferts nets de ressources, limitent l'usage que ces pays peuvent faire de leurs propres ressources pour l'investissement, pour des programmes sociaux indispensables et pour la relance de la croissance économique par habitant et du développement,

Soulignant que les efforts entrepris par les pays en développement pour encourager une croissance économique durable, quoique importants, ne peuvent parvenir à relancer la croissance et le développement en l'absence d'un environnement économique international favorable,

Prie le Secrétaire général de faire figurer dans l'*Etude sur l'économie mondiale, 1990* une analyse plus détaillée du transfert de ressources à destination et en provenance des pays en développement, des principaux facteurs qui influent sur ces transferts et de leur incidence sur la croissance et le développement de ces pays, en présentant diverses hypothèses touchant l'évolution future de cette question, en tenant compte de l'évolution récente de l'économie mondiale et en faisant une distinction entre les transferts de ressources et les transferts de capitaux, bruts et nets dans les deux cas, et de soumettre un rapport oral préliminaire à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session.

*37^e séance plénière
28 juillet 1989*

1989/113. Relations entre les facteurs économiques et sociaux dans le développement

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 40/179 de l'Assemblée générale du 17 décembre 1985, relative aux schémas de consommation,

Ayant examiné l'*Etude sur l'économie mondiale, 1989*⁷⁹ et les vues exprimées au cours du débat général sur la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle, qui a eu lieu à la seconde session ordinaire de 1989 du Conseil,

Préoccupé par l'aggravation de la situation économique dans beaucoup de pays en développement, qui se traduit notamment par la baisse sensible des niveaux de

vie, la persistance, l'accroissement et l'extension de la pauvreté dans un grand nombre de pays et le recul des principaux indicateurs économiques et sociaux de ces pays,

Conscient de l'étroite relation entre les facteurs économiques et sociaux dans le processus de développement, et convaincu de la nécessité d'une conception intégrée du développement,

1. *Décide* de recommander, à sa session d'organisation pour 1990, les modalités selon lesquelles le Conseil examinera les relations entre les facteurs économiques et sociaux dans le processus de croissance et de développement, compte tenu de l'équilibre à maintenir dans l'analyse de ces facteurs;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inclure dans l'*Etude sur l'économie mondiale*, en faisant appel aux connaissances spécialisées des organisations, organismes et organes compétents du système des Nations Unies, un chapitre distinct contenant un examen approfondi des relations entre les facteurs économiques et sociaux et une analyse des effets de la situation économique mondiale, notamment l'endettement extérieur et les autres problèmes importants qui se posent dans les domaines du commerce, des finances et du revenu, sur la situation sociale des pays en développement.

*37^e séance plénière
28 juillet 1989*

1989/114. Mesures supplémentaires en vue de l'application de la résolution 1988/77 du Conseil économique et social sur la revitalisation du Conseil

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 41/213 du 19 décembre 1986, 42/170 du 11 décembre 1987, 42/211 du 21 décembre 1987, 43/174 du 9 décembre 1988 et 43/213 du 21 décembre 1988 de l'Assemblée générale, relatives à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies,

Conscient que la réforme des secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies est un processus continu qui vise à rendre l'Organisation plus apte à s'occuper des questions économiques et sociales et requiert un surcroît d'attention,

Réaffirmant sa résolution 1988/77 du 29 juillet 1988 concernant la revitalisation du Conseil économique et social, que l'Assemblée générale a reprise à son compte par sa décision 42/432 du 29 décembre 1988,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la revitalisation du Conseil économique et social⁸⁰,

Préoccupé de constater que certaines des dispositions de la résolution 1988/77 du Conseil n'ont pas été appliquées,

Préoccupé aussi par le fait que la documentation présentée au Conseil en 1989 a été distribuée avec un retard

⁷⁹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.II.C.1 et rectificatif.

⁸⁰ E/1989/95.

considérable, contrairement aux dispositions de l'article 13 du règlement intérieur du Conseil⁸¹ selon lesquelles, notamment, la documentation relative à un point de l'ordre du jour sera distribuée six semaines avant l'ouverture d'une session ordinaire,

1. *Note* que les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies se sont déclarés disposés à contribuer pleinement à la revitalisation du Conseil économique et social⁸²;

2. *Prie* le Secrétaire général d'intensifier ses efforts en vue de l'application intégrale de toutes les dispositions pertinentes de la résolution 1988/77 du Conseil et aussi de donner pleinement effet à la présente résolution;

I. GRANDS THÈMES DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET ANALYSES THÉMATIQUES

3. *Décide* d'envisager, à sa session d'organisation de 1990, la possibilité d'établir, à titre provisoire, un programme de travail pluriannuel identifiant les grands thèmes de politique générale devant faire l'objet d'un examen annuel approfondi conformément aux alinéas *a* ii, *a* iii et *e* iii du paragraphe 2 de la résolution 1988/77 du Conseil, pour que le Conseil puisse, sous l'autorité de l'Assemblée générale, s'acquitter effectivement des fonctions et exercer pleinement les pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'Assemblée et du Conseil; le programme de travail pluriannuel devrait être actualisé et adapté selon que de besoin;

4. *Décide* que les analyses thématiques dont il est question aux alinéas *a* ii et *e* iii du paragraphe 2 de la résolution 1988/77 du Conseil, qui remplaceront à partir de 1991 les actuelles analyses interinstitutions des programmes, devront être communiquées au Conseil dans toutes les langues officielles au moins huit semaines avant une session;

5. *Décide en outre* que les analyses thématiques devront passer en revue les activités actuelles et être axées sur l'avenir pour ce qui est de l'identification des options de politique générale; elles devront également :

a) Exposer la question, ainsi que les relations entre les domaines, secteurs et activités des organes intéressés du système des Nations Unies;

b) Apporter des informations sur les conclusions et recommandations adoptées récemment par les organismes intergouvernementaux intéressés du système des Nations Unies;

c) Examiner les décisions de principe pertinentes, ainsi que les activités en matière de programmes qui sont récentes ou en cours et celles qui sont prévues sur le thème retenu, et leur mise en œuvre dans l'ensemble du système, en faisant ressortir les problèmes rencontrés;

d) Identifier les nouveaux problèmes et le besoin éventuel d'une action du système des Nations Unies;

⁸¹ E/5715/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.I.9).

⁸² Voir E/1989/95, annexe I.

e) Appeler l'attention, selon qu'il conviendra, sur les aspects sociaux aussi bien qu'économiques du thème de politique générale retenu;

f) Recommander des mesures de fond et de programmation pour assurer la complémentarité, promouvoir la coopération et les activités communes, combler les lacunes et réduire les doubles emplois dans le système des Nations Unies;

g) Proposer des mesures coordonnées permettant de traduire en programmes les mandats statutaires et les directives globales, compte tenu de la structure du système des Nations Unies et des domaines de compétence respectifs de ses organisations;

h) Proposer des mécanismes de suivi;

6. *Décide*, dans le cadre de son examen des grands thèmes de politique générale, de revoir le fonctionnement des organes subsidiaires compétents en vue de mettre au point des approches communes en ce qui concerne la coordination, le suivi et les activités complémentaires;

7. *Invite* les Etats Membres à se faire représenter à un niveau suffisamment élevé lors du débat sur les grands thèmes de politique générale afin que chaque thème puisse être examiné dans de bonnes conditions d'efficacité;

8. *Invite* les chefs de secrétariat des organes, organisations et organismes du système des Nations Unies à participer activement à l'examen approfondi des grands thèmes de politique générale et à coopérer étroitement avec le Secrétaire général à la préparation des analyses thématiques;

II. DOCUMENTATION

9. *Note* qu'il importe d'améliorer la qualité et de réduire la longueur des documents soumis au Conseil et aux organes subsidiaires dans les domaines économique et social et les domaines connexes, et d'éviter de surcharger le Conseil d'un excès de documentation;

10. *Décide* que le Président du Conseil et les autres membres du Bureau devront suivre de façon continue, avec l'aide du Secrétariat, l'état d'avancement de la documentation en tenant compte des décisions pertinentes prises en la matière, et proposer des mesures appropriées au Conseil, après avoir tenu des réunions officielles au moins huit semaines avant l'ouverture de chaque session ordinaire du Conseil, en ayant à l'esprit la nécessité de respecter l'article 13 du règlement intérieur du Conseil ainsi que les autres règles et règlements pertinents;

11. *Invite* tous les organes, organisations et organismes du système des Nations Unies à apporter au Conseil toutes contributions et tous appuis nécessaires, en particulier les informations requises pour la préparation des analyses thématiques et des rapports de synthèse, et *prie* les institutions spécialisées de continuer à soumettre annuellement au Conseil des résumés directifs de leurs activités;

12. *Prie* ses organes subsidiaires de mettre l'accent sur les recommandations et décisions de politique générale;

rale issues de leurs délibérations, pour que le Conseil les examine et leur donne la suite qui convient, et recommande que l'Assemblée générale invite ses organes subsidiaires qui font rapport par l'intermédiaire du Conseil à faire de même;

13. *Souligne* que tous les rapports présentés au Conseil devront être précédés d'un résumé indiquant les principales questions examinées et les conclusions et recommandations formulées;

14. *Demande instamment* à ses organes subsidiaires d'appliquer intégralement la résolution 1979/41 du Conseil du 10 mai 1979, en soumettant au Conseil, pour examen, leur ordre du jour provisoire ainsi que la liste des documents demandés, afin d'obtenir une plus grande cohérence entre les demandes de documentation et d'améliorer la procédure d'établissement des rapports, et recommande que l'Assemblée générale invite ses organes subsidiaires qui font rapport par l'intermédiaire du Conseil à faire de même;

15. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il s'agira de mettre en service les nouvelles techniques d'information, de tenir compte de la nécessité d'améliorer la diffusion de la documentation et d'obtenir une importante réduction de la quantité de papier entreposée et distribuée au Conseil;

16. *Prend acte avec satisfaction* du rapport présenté oralement par le Président de l'Equipe spéciale à composition non limitée sur la documentation⁸³, créée par le Conseil dans sa décision 1989/105 du 5 mai 1989, et *prie* l'Equipe spéciale de poursuivre ses travaux en vue de soumettre des recommandations concrètes au Conseil à sa session d'organisation de 1990, en tenant dûment compte des dispositions pertinentes de la présente résolution;

17. *Décide* d'examiner à sa session d'organisation pour 1990 la structure proposée pour le rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale⁸⁴;

III. ORGANISATION DES TRAVAUX

18. *Recommande* que l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, prie ses organes subsidiaires qui font rapport par l'intermédiaire du Conseil de formuler des propositions ayant pour résultat de donner au Conseil assez de temps pour examiner leurs rapports;

19. *Prie* l'Assemblée générale, avec l'assistance du Comité des conférences, d'approuver et d'adapter le calendrier des conférences et réunions pour 1990 et 1991, en ayant à l'esprit la recommandation figurant au paragraphe 18 ci-dessus;

20. *Décide* que, afin qu'il soit vraiment efficace et approfondi, le débat général sur la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle, ne devra pas durer plus de quatre jours et que les déclarations ne devront pas dépasser quinze minutes;

⁸³ Voir E/1989/SR.31.

⁸⁴ E/1989/95, annexe IV.

21. *Affirme* que le Président du Conseil peut établir un résumé des principales conclusions du débat général;

22. *Décide* que, après que toutes les déclarations officielles auront été faites pendant le débat général, une journée devra être réservée à un échange de vues informel entre les membres du Conseil, avec la participation active des chefs de secrétariat des organes, organisations et organismes intéressés du système des Nations Unies;

23. *Décide* que les comités de session ne commenceront pas leurs travaux de fond avant la fin du débat général et que, dans la mesure du possible, ils devront consacrer plus de temps à un dialogue constructif sur les points de l'ordre du jour à l'examen, avec la participation active des représentants des organismes intéressés du système des Nations Unies, et décide d'étudier à sa session d'organisation pour 1990 les modalités d'application de ces dispositions, en tenant compte de la nécessité de faire en sorte que les sessions du Conseil n'en soient pas prolongées;

24. *Prie* le Secrétaire général de soumettre au Conseil, assez tôt pour qu'il puisse les examiner à sa session d'organisation pour 1990, des propositions concernant :

a) Un projet de programme de six ans portant sur les grands thèmes de politique générale dans les secteurs économique et social dont il est fait mention à l'alinéa e iii du paragraphe 2 de la résolution 1988/77 du Conseil;

b) Un programme de travail biennal, prévoyant les ajustements à apporter à l'ordre du jour et à la documentation pour permettre l'application intégrale de la résolution 1988/77 du Conseil et de la présente résolution;

c) Les modalités des examens approfondis des grands thèmes de politique générale, éventuellement dans le cadre d'un groupe de niveau élevé du Conseil;

IV. APPUI POUR LES QUESTIONS DE FOND

25. *Prie* le Comité du programme et de la coordination, conformément à son mandat et en sa qualité d'organe subsidiaire du Conseil, de continuer à aider le Conseil à formuler des recommandations appropriées au sujet des questions de programmation et de coordination relatives aux activités pertinentes du Conseil;

26. *Prie* le Secrétaire général, en vue de l'application pleine et entière de la résolution 1988/77 du Conseil et de la présente résolution, de prendre en considération les points suivants pour fournir au Conseil l'appui dont il est question à l'alinéa g du paragraphe 2 de la résolution 1988/77 du Conseil :

a) Il doit exister au sein du Secrétariat une structure distincte et identifiable chargée d'apporter au Conseil un appui technique pour l'établissement des analyses thématiques et des rapports de synthèse;

b) Les compétences existant dans d'autres organisations du système des Nations Unies devront être utilisées selon que de besoin;

c) Cet appui du Secrétariat devra être fourni, selon que de besoin, notamment dans les limites des ressources existantes, grâce au redéploiement du personnel et à l'emploi de ressources extra-budgétaires.

37^e séance plénière
28 juillet 1989

1989/115. Proclamation d'une deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1987/70 du 8 juillet 1987, dans laquelle il a recommandé que, après une évaluation appropriée de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, la proclamation d'une deuxième décennie soit envisagée, afin de hâter le processus d'industrialisation de l'Afrique,

Prenant acte de la résolution CM/Res.1188 (XLIX) du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine⁸⁵, dans laquelle celui-ci a demandé au Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'adopter une décision appropriée en vue de la proclamation d'une deuxième décennie par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session,

Prenant acte également de la décision IDB.5/Dec.7 du Conseil du développement industriel⁸⁶, du 6 juillet 1989, dans laquelle le Conseil a recommandé que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel prie l'Assemblée générale de proclamer, à sa quarante-quatrième session, une deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique,

Rappelant aussi la résolution 1989/84 du Conseil économique et social du 24 mai 1989, sur les principes directeurs pour les décennies internationales dans les domaines économique et social,

Notant qu'une équipe d'experts a procédé à une évaluation indépendante de la Décennie du développement industriel de l'Afrique⁸⁷,

Prenant acte de la résolution 656 (XXIV) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique du 7 avril 1989⁸⁸,

Notant que la Conférence des ministres a invité la Conférence des ministres africains de l'industrie à examiner, à sa neuvième réunion, le rapport sur l'évaluation de la Décennie et à présenter ses vues sur les modalités de lancement d'une deuxième décennie pour qu'elles soient soumises à l'Assemblée générale, à sa quarante-

quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social et du Conseil du développement industriel,

Ayant entendu la déclaration faite par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique le 10 juillet 1989⁸⁹,

1. *Recommande* que l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, envisage de proclamer la période 1991-2000 deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique;

2. *Prie* le Secrétaire général, en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, de soumettre à l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, des propositions ainsi qu'une estimation des incidences financières concernant l'élaboration d'un programme pour une deuxième décennie du développement industriel de l'Afrique, compte tenu de la résolution 2 (IX) du 31 mai 1989 de la Conférence des ministres africains de l'industrie⁹⁰.

37^e séance plénière
28 juillet 1989

1989/116. Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 43/27 de l'Assemblée générale du 18 novembre 1988, en particulier l'alinéa c du paragraphe 55 de l'annexe, dans lequel l'Assemblée a recommandé aux pays africains de rechercher plus activement un cadre conceptuel et pratique viable pour leurs programmes d'ajustement structurel économique, conformément à leurs objectifs et stratégies de développement à long terme aux échelons national, sous-régional et régional,

Convaincu que les économies africaines doivent d'urgence s'engager dans la voie d'une transformation structurelle et parvenir à une croissance et à un développement soutenus,

1. *Prend note avec intérêt* du Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques⁹¹, adopté par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique dans sa résolution 676 (XXIV) du 7 avril 1989⁹², ainsi que de la déclaration conjointe sur le développement à long terme de l'Afrique adoptée par la réunion des institutions inté-

⁸⁵ Voir A/44/291, annexe.

⁸⁶ E/1989/L.32, annexe.

⁸⁷ Document de la Commission économique pour l'Afrique/Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, distribué sous la cote CAMI.9/20/Add.1-CE/1989/20/Add.1.

⁸⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1989, Supplément n° 16* (E/1989/35), chap. IV.

⁸⁹ Voir E/1989/SR.23.

⁹⁰ Voir le document de la Commission économique pour l'Afrique/Organisation des Nations Unies pour le développement industriel distribué sous la cote CAMI.9/22-CE/1989/22.

⁹¹ A/44/315, annexe.

⁹² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1989, Supplément n° 16* (E/1989/35), chap. IV.